

communiqué de presse

RESULTATS PROVISOIRES DE L'ENQUETE SUR LES DEPENSES DE CONSTRUCTION A GENEVE

Comme chaque année, le service cantonal de statistique (SCS) a effectué dans le canton de Genève, l'enquête de l'Office fédéral des questions conjoncturelles (OFQC) concernant les dépenses pour les constructions réalisées durant l'année écoulée et celles prévues pour l'année en cours. La publication des résultats provisoires est suffisamment significative car ils représentent, selon l'expérience des années précédentes, environ 95 % des résultats définitifs. L'essentiel de la différence est dû aux travaux des administrations fédérales à Genève qui ne sont pas enregistrées par le SCS, mais directement par l'OFQC. Au vu de ces résultats provisoires, la longue période de stabilisation, qui a suivi la forte récession de 1974-1975, semble toucher à sa fin. En effet, l'exercice 1981 se solde par un accroissement important en termes réels par rapport à l'année précédente et les prévisions pour 1982 laissent présager une nouvelle augmentation des dépenses sans pour autant atteindre le taux de croissance enregistré en 1981.

Résultats principaux.

Le montant total dépensé a passé de 1 200 millions de francs en 1980 à 1 499 millions de francs en 1981, soit une augmentation de 24,9 %. Parallèlement, l'indice zurichois du coût de construction (base avril 1977 = 100) passait de 118,5 au 1er octobre 1980 à 129,7 au 1er octobre 1981, soit une augmentation de 9,5 %. En tenant compte de la hausse du coût de la construction, l'accroissement, en termes réels, s'établit à 14,2 % (fig. 1).

Quant aux sommes prévues pour 1982, le montant total s'élève à 1 746 millions de francs, contre 1 547 millions de francs en 1981, soit une augmentation de 12,9 % en valeur nominale. Cette augmentation, traduite en termes réels, c'est-à-dire corrigée de l'influence de l'évolution du coût de la construction, est de 3,2 %. Ce dernier pourcentage ne doit pas être considéré en soi comme une prévision de croissance pour 1982, mais comme une valeur indicative, à laquelle s'ajoute d'autres éléments (taux de réalisation, indice du coût de la construction).

La comparaison, en valeur réelle, entre les dépenses prévues et réalisées permet de constater qu'il peut y avoir des écarts importants entre les intentions et les opérations effectuées. Le "taux de réalisation", qui est simplement le rapport des sommes dépensées sur les sommes prévues, indexées selon l'indice zurichois, puisqu'elles apparaissent lors de l'enquête précédente, est compris depuis 1970 entre 75,0 % et 96,7 %, sa moyenne étant de 85,2 %. Les résultats importants enregistrés en 1981 sont explicables également par un taux de réalisation, supérieur à la moyenne, qui est pour cette année de 88,6 %. De ce fait on comprend mieux qu'il est difficile d'établir une prévision de croissance pour l'année en cours, sujette non seulement à l'évolution des prix, mais également au taux de réalisation (fig. 2).

Répartition entre secteur public et secteur privé

Durant l'année 1981, la répartition des dépenses entre les secteurs public et privé a été la suivante : 414 millions, soit 27,6 %, pour le secteur public et 1 085 millions, soit 72,4 %, pour le secteur privé. Les prévisions pour 1982 s'élèvent à 505 millions, soit 28,9 %, pour le secteur public et 1 241 millions, soit 71,1 %, pour le secteur privé. D'une façon générale la part du secteur public n'a fait que diminuer depuis 1975, passant de 37,2 % cette année-là à 27,6 % en 1981, étant bien entendu que les travaux de la Confédération (environ 5 % du total) en sont pas compris.

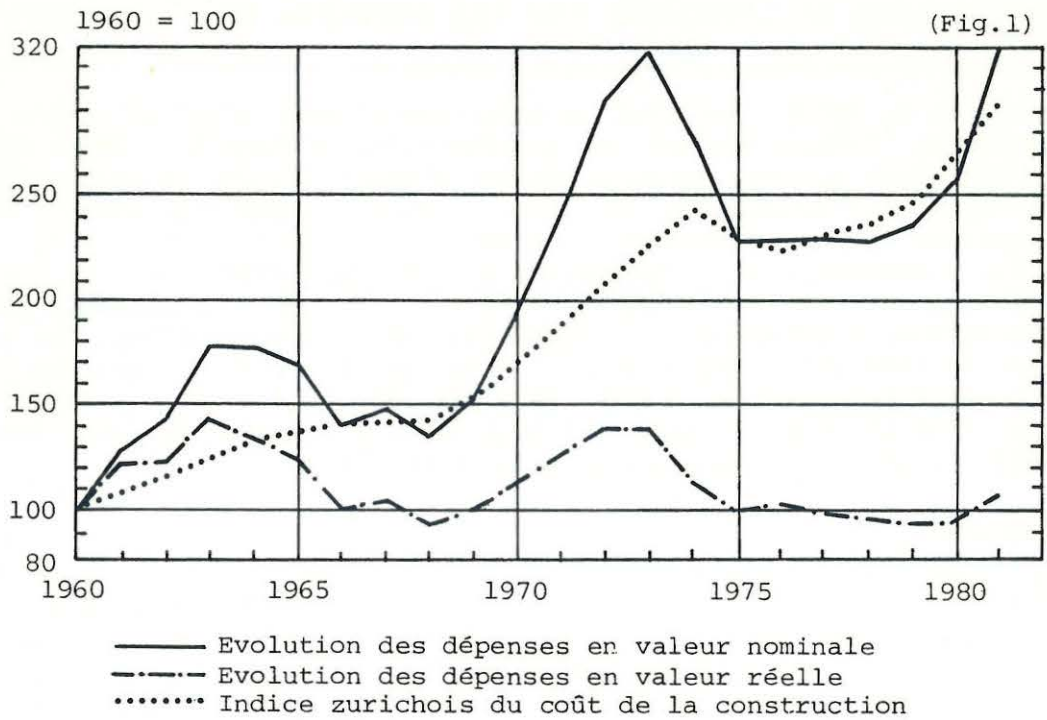
10.5.1982

./.



SERVICE CANTONAL DE STATISTIQUE GENEVE
DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

EVOLUTION DES DEPENSES DE CONSTRUCTION DEPUIS 1960



DEPENSES DE CONSTRUCTION EN FRANCS CONSTANTS 1982

